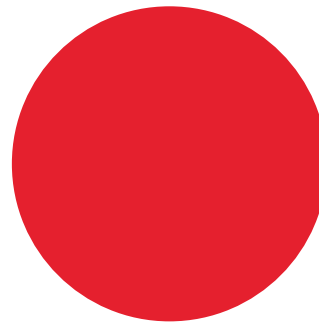
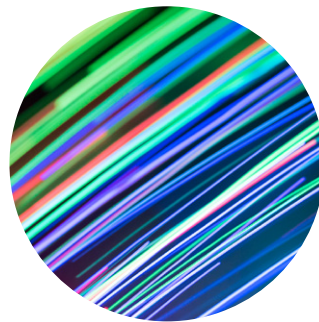
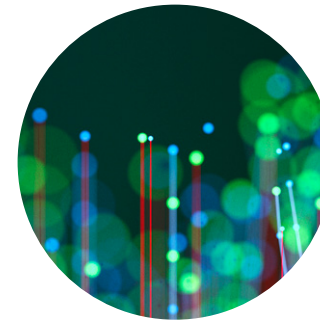
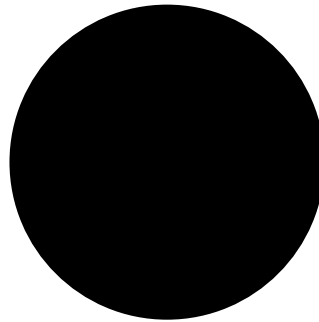
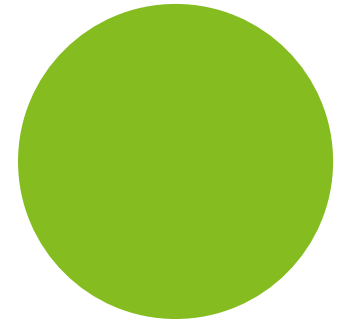
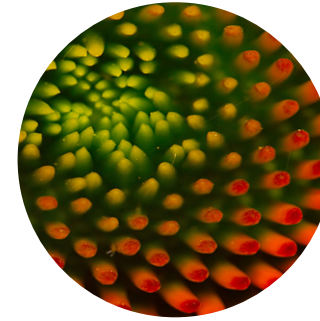
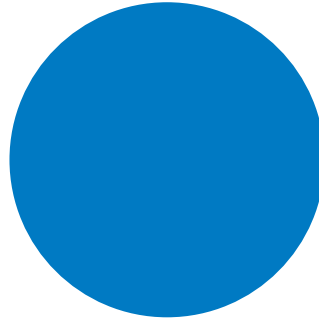


Avocats et Juristes face au futur 2026

Bâtir la confiance à l'ère de l'IA



Instaurer la confiance et exploiter l'innovation pour accroître l'efficacité juridique

Table des matières

- 3 [Introduction](#)
- 4 [Nouveautés : Principales conclusions de l'enquête](#)
- 5 [Perspectives : Tendances des trois prochaines années](#)
- 6 [Innovation en matière d'IA : Le nouveau standard de l'excellence juridique](#)
- 8 [Évolution des modèles économiques et des prestations de services](#)
- 10 [Technologie, talents et culture organisationnelle](#)
- 12 [Sécurité de l'information : Préserver la confiance](#)
- 14 [Conclusion](#)
- 15 [Paroles d'experts](#)

Avant-propos

Il est difficile de croire que nous publions déjà la septième édition du rapport d'enquête Avocats et Juristes face au futur ! Chaque édition a été l'occasion de **prendre le pouls d'un secteur en constante évolution** et de proposer un regard éclairé sur ses transformations à venir.

Les directions juridiques et les cabinets d'avocats intègrent désormais l'IA de manière plus profonde dans leurs opérations quotidiennes, tout en devant gérer les considérations éthiques, les enjeux de confidentialité des données et la nécessité de faire évoluer les compétences professionnelles. Nombre d'entre eux évoluent également dans un environnement mondial marqué par une complexité réglementaire persistante et une incertitude géopolitique croissante.

La résilience et la capacité d'adaptation seront déterminantes, en particulier à mesure que le secteur répond à l'évolution des attentes des clients. Les professionnels du droit devront adopter de nouvelles façons de travailler leur permettant d'évoluer au même rythme que leur environnement, en s'appuyant sur des solutions qui allient technologies avancées et expertise approfondie.

Wolters Kluwer a déjà amorcé cette construction de l'avenir avec l'acquisition récente de Libra Technology GmbH et son expansion rapide à travers l'Europe. La combinaison de la technologie d'assistant juridique basée sur l'IA de Libra avec les contenus juridiques fiables et faisant autorité de Wolters Kluwer permettra de proposer une solution intégrée, puissante et sécurisée pour la recherche juridique, la rédaction, la relecture et l'analyse documentaire, établissant ainsi une nouvelle référence pour l'IA dans la pratique juridique.

Cela fait maintenant sept ans que nous publions ce rapport, et chaque année, le futur semble arriver un peu plus vite. Nous souhaitons être à vos côtés pour l'accueillir lorsqu'il se présentera.



Martin O'Malley
PDG, Wolters Kluwer Legal & Regulatory

Introduction

L'adoption accélérée de l'intelligence artificielle (IA) et la complexité croissante des cadres réglementaires renforcent les attentes à l'égard des cabinets d'avocats et des directions juridiques d'entreprise désireux d'être « prêts pour l'avenir ».

Comme le révèle l'Enquête Avocats et Juristes face au futur 2026, les professionnels du droit à travers le monde intègrent plus profondément l'IA dans leurs activités quotidiennes, générant des améliorations mesurables en matière d'efficacité, d'automatisation et de croissance de l'activité.

Cependant, la trajectoire à venir comporte des obstacles importants, notamment des considérations éthiques, des enjeux de confidentialité des données et la nécessité de renforcer les compétences des équipes.

D'autres défis persistent également. Les participants à l'enquête soulignent une demande croissante de technologies capables de produire des résultats concrets, notamment une automatisation accrue, une recherche juridique renforcée et des bénéfices économiques tangibles.

Ces évolutions soulèvent des interrogations majeures quant à l'impact de l'IA et des technologies émergentes sur les modèles économiques établis, tels que la facturation à l'heure, ainsi que sur les stratégies traditionnelles de recrutement et de gestion des talents.

L'ensemble de ces transformations s'inscrit dans un contexte de complexité réglementaire croissante.

La septième édition du rapport Avocats et Juristes face au futur analyse la manière dont la convergence de ces tendances façonne le travail des professionnels du droit aujourd'hui. Elle met en lumière les opportunités identifiées par les cabinets et les directions juridiques, les obstacles anticipés et les incertitudes auxquelles ils sont confrontés. Les enseignements recueillis visent à aider les professionnels du droit à naviguer avec confiance dans une ère de changement permanent.



Nouveautés :

Principales conclusions de l'enquête

Adoption de l'IA

L'adoption généralisée de l'intelligence artificielle dans le secteur juridique constitue l'un des enseignements les plus marquants de ce rapport. **Plus de 90 % des professionnels du droit utilisent désormais au moins un outil d'IA** dans leur travail quotidien.

Cette progression traduit une dépendance croissante à la technologie pour optimiser les processus juridiques et répondre à l'évolution des attentes des clients. L'IA est désormais un outil de base pour les professionnels du droit, tant dans les cabinets d'avocats que dans les directions juridiques et les activités de conseil.

Gains d'efficacité

L'intégration de l'IA génère des gains d'efficacité concrets pour les professionnels du droit. Plus de 60 % des répondants déclarent **un gain de temps hebdomadaire compris entre 6 % et 20 %** grâce à l'utilisation de l'IA. En automatisant des tâches courantes telles que la recherche juridique, la revue documentaire et la rédaction de contrats, les professionnels du droit peuvent consacrer davantage de temps à des missions stratégiques à forte valeur ajoutée. Le gain de temps hebdomadaire moyen, tous répondants confondus, avoisine les 10 %, illustrant l'impact significatif de l'IA sur la productivité.

Croissance des revenus

L'IA ne se contente pas d'améliorer la productivité ; elle contribue également à la croissance financière du secteur juridique. L'utilisation de l'IA crée une valeur tangible : plus de 60 % des professionnels constatent des gains de temps de 6 % à 20 % par semaine, tandis qu'environ **50 % des répondants indiquent une augmentation des revenus dans des proportions similaires**. Cela confirme le rôle croissant de l'IA dans l'ouverture de nouvelles opportunités commerciales et le soutien à la croissance des organisations.

Freins à l'adoption

Malgré ces bénéfices, des obstacles importants subsistent à une adoption plus large de l'IA. Les préoccupations éthiques, les enjeux de confidentialité des données, le manque de formation et la résistance au changement demeurent les principaux freins cités par les professionnels du droit. La cybersécurité occupe une place centrale, 35 % des répondants l'identifient comme une préoccupation majeure devant être traitée afin de garantir une utilisation sûre et responsable de l'IA dans la pratique juridique.

Demande croissante d'expertise spécialisée

La complexité accrue des activités mondiales et les risques géopolitiques continuent de transformer les enjeux de conformité, entraînant une demande renforcée d'expertise en matière de sanctions, de contrôle des exportations, d'arbitrage international et de transactions transfrontalières.

Ainsi, 44 % des participants à l'enquête signalent une augmentation de la demande dans ces domaines de spécialisation, tandis que **35 % évoquent une montée des préoccupations en cybersécurité** et **33 % soulignent un renforcement de la surveillance réglementaire et des obligations de conformité**. Dans ce contexte, la gestion et l'utilisation efficaces de l'IA seront déterminantes pour la réussite future des professionnels du droit.

92 %

des professionnels du droit utilisent désormais au moins un outil d'IA

62 %

déclarent des gains de temps hebdomadaires compris entre 6 % et 20 % grâce à l'IA

52 %

ont constaté une augmentation des revenus après avoir adopté des solutions basées sur l'IA

46 %

citent la confidentialité des données et les cybermenaces comme principaux enjeux de sécurité de l'information

62 %

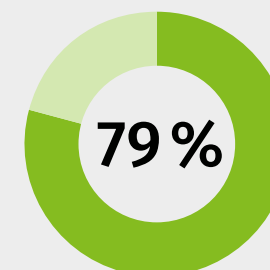
s'attendent à ce que les gains d'efficacité générés par l'IA réduisent la prévalence de l'heure facturable

70 %

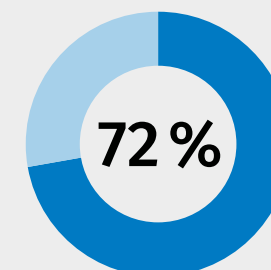
considèrent l'expertise technologique comme un critère important lors du recrutement de nouveaux talents

Prévisions d'augmentation ou de maintien des investissements en IA au cours des trois prochaines années

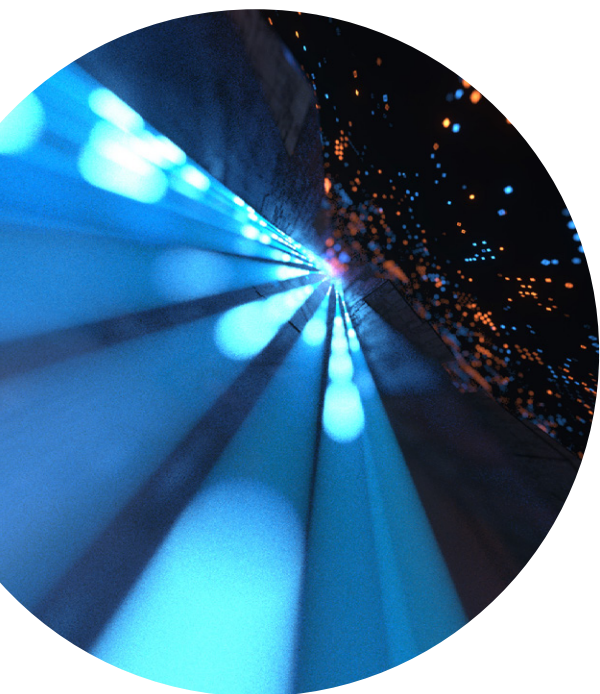
Directions juridiques



Cabinets d'avocats



Perspectives : Tendances des trois prochaines années



1. Attentes en matière de leadership

Les professionnels du droit identifient l'évolution des attentes en matière de leadership comme l'une des tendances les plus déterminantes pour les trois prochaines années, 82 % des répondants indiquent qu'elle aura un impact significatif sur leurs organisations. Toutefois, le niveau de préparation perçu varie selon les structures : 56 % des répondants se disent « plutôt préparés », tandis que 26 % s'estiment « très préparés ».

2. Réglementation de l'IA

Les initiatives mondiales visant à encadrer l'IA sont suivies de près par l'ensemble du secteur juridique. Une large majorité (81 %) des professionnels du droit estime que les réglementations encadrant l'utilisation et le développement de l'IA auront un impact élevé. Malgré cette prise de conscience, seuls 34 % déclarent que leur organisation est très bien préparée pour faire face aux nouvelles exigences de conformité.

3. Sécurité de l'information et conformité

À mesure que l'IA s'intègre davantage dans les flux de travail juridiques, des programmes solides de sécurité de l'information et de conformité deviennent indispensables. L'enquête montre que 35 % des répondants considèrent la cybersécurité comme un enjeu majeur. Toutefois, peu d'organisations se déclarent très préparées pour relever ces défis, ce qui met en évidence la nécessité de renforcer les dispositifs de sécurité afin de garantir une utilisation sûre et responsable des outils d'IA.

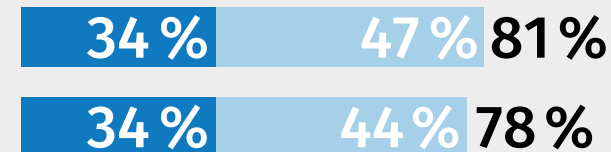
4. Pressions géopolitiques et réglementaires

Les tensions géopolitiques et l'évolution des réglementations renforcent la demande d'expertise juridique spécialisée. Les professionnels du droit signalent une augmentation des besoins en matière de sanctions, de contrôles à l'exportation et de cybersécurité. Par ailleurs, 44 % indiquent un impact significatif lié à la montée de la demande en arbitrage international, protection des données, transactions transfrontalières et conformité réglementaire.

5. Résilience organisationnelle et capacité d'adaptation

La résilience ressort comme un thème central des résultats de cette année, 79 % des répondants exprimant leur confiance dans la capacité de leur organisation à gérer les défis géopolitiques et réglementaires. Cette perception est partagée par 78 % des cabinets d'avocats et 80 % des directions juridiques. Elle reflète une attention croissante portée à l'adaptabilité et à la gestion proactive des risques dans un environnement de plus en plus dynamique.

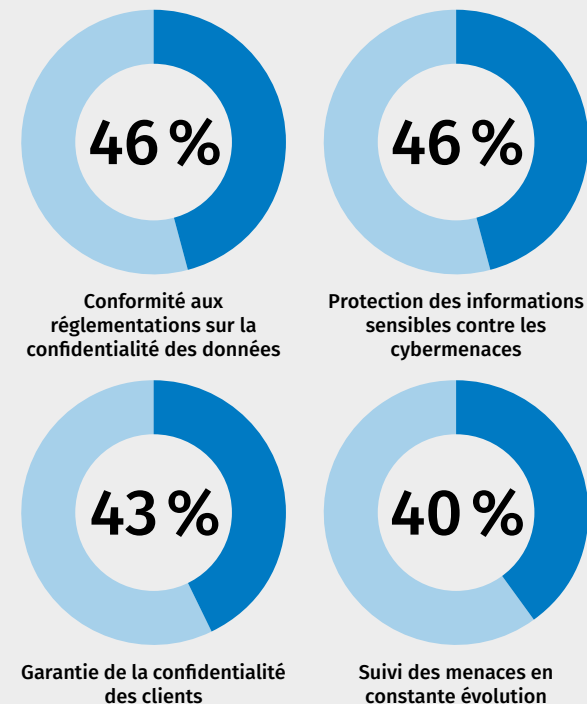
Évolution des réglementations encadrant l'utilisation et le développement de l'IA



47 % des professionnels du droit anticipent un impact de ces évolutions réglementaires, et 34 % un impact significatif.

78 % déclarent se sentir préparés pour y faire face.

Principaux enjeux de sécurité de l'information pour les professionnels juridiques



Innovation en matière d'IA :

Le nouveau standard de l'excellence juridique

Principales observations

- L'IA redéfinit la profession juridique en permettant aux professionnels du droit de se concentrer sur des missions à plus forte valeur ajoutée et sur la prise de décision stratégique.
- La réussite de l'adoption de l'IA repose sur des investissements continus en matière de formation, de cadres éthiques et d'intégration fluide dans les flux de travail quotidiens.
- Les organisations juridiques qui adoptent l'IA de manière globale sont mieux positionnées pour fournir des résultats cohérents et de haute qualité, tout en renforçant la confiance durable de leurs clients.

Les technologies d'IA sont désormais profondément ancrées dans le secteur juridique et transforment la manière dont les professionnels du droit abordent leur travail. Plus de 90 % des répondants déclarent utiliser au moins un outil d'IA dans leur travail quotidien, ce qui représente une évolution marquée par rapport aux années précédentes, où l'adoption restait plus limitée.

La valeur des solutions d'IA dans le secteur juridique est manifeste tant en matière de productivité que de performance financière. Selon l'enquête, 62 % des répondants estiment que l'IA leur permet de libérer entre 6 % et 20 % de leur temps de travail hebdomadaire.

Ces gains d'efficacité se traduisent directement par des bénéfices économiques : 52 % des professionnels du droit interrogés attribuent une augmentation de leurs revenus comprise entre 6% et 20% à l'utilisation de l'IA.

À l'avenir, 60 % des répondants s'attendent à ce que les investissements de leur organisation dans les technologies d'IA augmentent au cours des trois prochaines années. L'IA est

principalement utilisée pour la recherche et l'analyse juridiques, l'élaboration d'arguments juridiques, la rédaction de contrats et la revue de documents.

Ces outils automatisent des processus routiniers et permettent aux professionnels du droit de se concentrer sur des travaux stratégiques à forte valeur ajoutée. Le niveau de satisfaction à l'égard des performances des outils d'IA est élevé : quatre répondants sur cinq estiment que les solutions d'IA répondent à leurs attentes.

Parole d'expert

« Si les clients acceptent déjà parfois de verser des « primes de performance », l'IA pourrait rendre cette pratique plus courante, en permettant d'obtenir des réponses plus rapides et en donnant aux clients davantage de temps pour planifier et ajuster leur stratégie. »

Joy Heath Rush

Directrice générale de l'International Legal Technology Association (ILTA)

Augmentation des revenus des cabinets d'avocats et des directions juridiques grâce à l'adoption des outils d'IA

52 %

des participants à l'enquête indiquent que leur organisation a enregistré des revenus supplémentaires depuis l'adoption de l'IA.

10 %

estiment qu'il est encore trop tôt pour mesurer l'impact de l'IA sur les revenus de leur organisation.

Cependant, les professionnels du droit reconnaissent également la complexité liée à l'adoption de l'IA. Les principaux freins à une mise en œuvre plus large sont les **préoccupations éthiques** liées à l'IA et à la **confidentialité des données** (39 %), le **manque de formation** (39 %) et la **résistance au changement** (35 %). Les technologies avancées de cybersécurité et de protection de la vie privée devraient gagner en importance au cours des trois prochaines années, alors que les organisations cherchent à protéger les informations sensibles et à préserver la confiance des clients.

À mesure que l'IA continue d'évoluer, les organisations juridiques doivent donner la priorité à la formation continue, à l'instauration de lignes directrices éthiques et à l'intégration fluide dans les flux de travail. Exploiter efficacement l'IA tout en maîtrisant les risques sera essentiel pour constituer des équipes juridiques véritablement prêtes pour l'avenir.

Les cinq principaux défis liés à l'adoption de l'IA

	Directions juridiques	Cabinets d'avocats
1. Préoccupations éthiques liées à l'IA et à la confidentialité des données	37 %	41 %
2. Formation et ressources insuffisantes pour la mise en œuvre de l'IA	39 %	39 %
3. Difficultés d'intégration de l'IA aux processus existants	39 %	35 %
4. Résistance au changement	38 %	34 %
5. Manque de compréhension de l'IA	30 %	31 %

Parole d'expert

« La profession juridique deviendra probablement de plus en plus multidisciplinaire et accueillera, aux côtés des professionnels traditionnels, des data scientists et des spécialistes de l'IA, enrichissant ainsi les compétences des cabinets d'avocats et des Directions juridiques et créant de nouveaux parcours de carrière. »

Licia Garotti

Associée et responsable de la pratique Propriété Intellectuelle & TechLaw au sein de PedersoliGattai



En résumé

Des gains mesurables en matière d'efficacité et de revenus suggèrent que l'IA exerce déjà une influence sur la pratique du droit. Les organisations qui souhaitent maximiser leurs investissements doivent toutefois adopter une approche globale de l'IA.

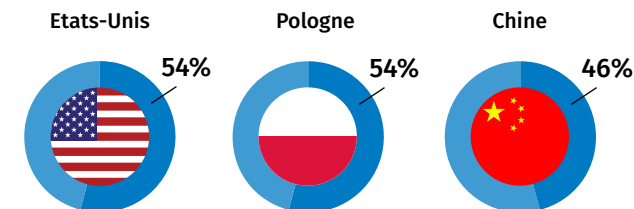
Cela implique la mise en place de mesures robustes de cybersécurité, de cadres éthiques solides et de programmes de formation continue afin d'encourager et de soutenir son utilisation par les collaborateurs. Une gestion efficace des solutions d'IA permet de limiter les risques et de garantir que la technologie vienne compléter - et non remplacer - le jugement professionnel et l'expertise des juristes.

L'organisation juridique prête pour l'avenir ne se définit pas uniquement par la technologie. Les cabinets d'avocats et les directions juridiques d'entreprise qui maintiennent des pratiques éthiques, font preuve de résilience face au changement et s'engagent dans le développement continu de leurs équipes seront le mieux positionnés pour réussir dans un paysage juridique en constante évolution.



Gegevens per land

Part des répondants, par pays, considérant l'éthique de l'IA et la protection des données comme une priorité majeure



Évolution des modèles économiques et des prestations de services

Principales observations

- Le secteur juridique est en pleine transformation, avec l'émergence de nouveaux modèles économiques destinés à répondre à l'évolution des attentes des clients.
- L'agilité et l'ouverture à l'innovation sont essentielles pour les organisations qui cherchent à adapter leurs modes de prestation de services et leurs stratégies de tarification.
- La collaboration avec des prestataires de services juridiques alternatifs transforme la gestion des tâches routinières, favorisant l'efficacité et la flexibilité.

L'IA remodèle en profondeur le secteur juridique, entraînant une transformation des modèles économiques traditionnels et induisant des changements significatifs dans la manière, le lieu et les acteurs chargés de l'exécution de certaines tâches.

L'enquête indique que plus de la moitié des répondants (51 %) anticipent que des travaux tels que la recherche juridique, l'automatisation documentaire et la rédaction de contrats seront de plus en plus réaffectés à des prestataires de services juridiques alternatifs (ALSP).

Cette tendance est particulièrement marquée au sein des cabinets d'avocats (49 %) et des directions juridiques d'entreprise (53 %), traduisant un large consensus selon lequel l'IA accélère l'externalisation des tâches routinières.

Principales tâches impactées par l'IA et réaffectées aux ALSP

	Directions juridiques	Cabinets d'avocats
1. Recherche et analyse juridiques	53 %	49 %
2. Automatisation documentaire	43 %	50 %
3. Rédaction et révision des contrats	40 %	44 %
4. Gestion de la propriété intellectuelle	41 %	34 %
5. Recherche documentaire avancée	24 %	30 %

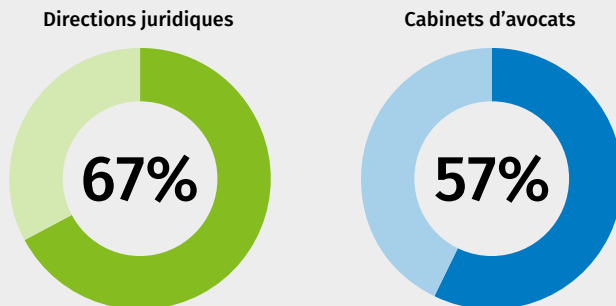
Les professionnels du droit expriment une confiance croissante dans la capacité de leurs organisations à adapter leurs pratiques commerciales, leurs offres de services, leurs flux de travail et leurs modèles de tarification en réponse aux gains d'efficacité générés par l'IA.

Ainsi, 61 % des répondants estiment que leur organisation est prête à opérer ces ajustements. Par ailleurs, plus de la moitié des cabinets d'avocats (52 %) indiquent avoir enregistré une augmentation de leurs revenus comprise entre 6 % et 20 % à la suite de l'adoption de l'IA.

Au sein de cet échantillon, 19 % font état d'une croissance des revenus comprise entre 11 % et 20 %, tandis que 30 % déclarent des gains compris entre 6 % et 10 %. Ces chiffres soulignent les bénéfices financiers tangibles que l'adoption de l'IA génère dans l'ensemble du secteur.

Toutefois, l'impact de l'IA sur les effectifs, les modèles traditionnels de prestation de services et les stratégies de relation client demeure plus incertain. Si les organisations se montrent optimistes quant à leur capacité d'adaptation, de nombreux professionnels du droit reconnaissent que cette transition nécessitera une innovation continue et une grande agilité.

Réduction de la prévalence de l'heure facturable sous l'effet des gains d'efficacité liés à l'IA



L'agilité et l'innovation sont les maîtres mots de l'avenir.

Parole d'expert

« À mesure que les ALSP s'approprient le travail routinier - recherche, automatisation documentaire, rédaction de contrats - les organisations traditionnelles sont confrontées à un choix clair : évoluer ou devenir obsolètes. Peut être pas immédiatement, ni partout au même moment, mais ce défi ne peut plus être repoussé très longtemps. »

Licia Garotti

Associée et responsable des pratiques Droit de la technologie et Propriété intellectuelle chez PedersoliGattai



À mesure que le secteur juridique poursuit son évolution, les cabinets d'avocats et les directions juridiques doivent faire preuve d'agilité, en conciliant l'évolution des besoins des clients avec les réalités d'un marché en mutation. Les stratégies d'innovation devront porter non seulement sur les avancées

technologiques, mais également sur les transformations culturelles et opérationnelles nécessaires à un succès durable.

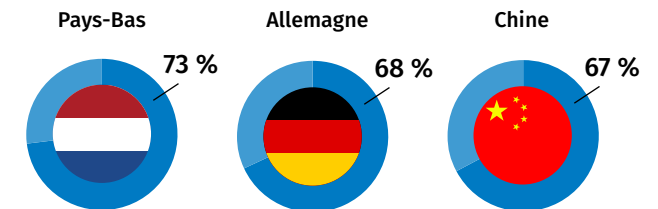
En résumé

L'IA entraîne un bouleversement profond des modèles économiques juridiques, en accélérant l'externalisation des tâches routinières et en favorisant l'adoption de nouvelles stratégies de tarification. Les cabinets d'avocats et les directions juridiques qui acceptent de repenser leurs pratiques traditionnelles et d'investir dans l'apprentissage continu seront mieux placés pour créer de la valeur client de manière innovante.



Focus par pays

Pays où les répondants estiment que les gains d'efficacité liés à l'IA auront un impact sur la prévalence de l'heure facturable



Technologie, talents et culture organisationnelle



Principales observations

- L'expertise technologique est désormais une compétence clé, qui influence directement les stratégies de gestion des talents et les priorités organisationnelles dans l'ensemble du secteur juridique.
- Favoriser une culture d'apprentissage continu et d'adaptabilité est essentiel pour attirer et fidéliser les meilleurs professionnels du droit.
- Des valeurs solides et un engagement fort en faveur du développement professionnel permettent aux équipes juridiques de prospérer dans un environnement en mutation rapide.

L'expertise technologique s'impose progressivement comme un pilier de la pratique juridique, marquant un glissement des compétences juridiques traditionnelles vers des capacités techniques plus avancées.

Il est intéressant de constater que, lorsqu'on interroge les répondants sur le principal moteur de l'adoption de l'IA, **42 % désignent les départements informatiques**, tandis que la **direction générale arrive en deuxième position (34 %)**, suivie des **associés seniors (27 %)**.

Cette répartition souligne une collaboration accrue entre les équipes techniques et juridiques dans la définition de l'avenir des organisations juridiques.

L'innovation joue un rôle déterminant dans l'attraction et la rétention des meilleurs talents juridiques. Les données de l'enquête montrent que **69 % des répondants attachent une grande importance aux opportunités de développement professionnel**, tandis que **66 % mettent en avant l'investissement dans des technologies juridiques de pointe** comme facteur clé pour attirer et conserver des professionnels qualifiés.

Il convient également de souligner que **75 % des directions juridiques considèrent l'expertise technologique comme extrêmement importante ou importante**, contre **66 % des cabinets d'avocats**. Cette évolution influence directement les stratégies de recrutement, les programmes de formation et les priorités organisationnelles, à mesure que les équipes juridiques cherchent à développer des capacités véritablement tournées vers l'avenir.

Parole d'expert

« La supervision humaine demeure cruciale : toute production de l'IA doit être examinée à l'aune d'un raisonnement juridique solide et d'un jugement éthique humain, intégré ou dominant le processus. »

Professeure Frauke Rostalski

Chaire de droit pénal, droit de la procédure pénale, philosophie du droit et droit comparé à la Faculté de droit de l'Université de Cologne.

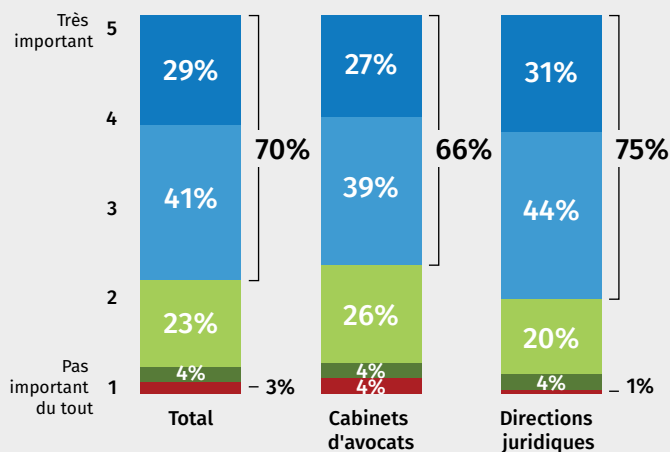
Les cabinets d'avocats et les directions juridiques ont également progressé en matière de fidélisation des profils clés. Ainsi, 70 % des professionnels du droit s'accordent à dire que leur organisation offre un équilibre sain entre vie professionnelle et vie personnelle, en s'appuyant sur une culture d'entreprise solide et des valeurs fondamentales clairement établies.

Le recrutement n'est toutefois pas le seul aspect du marché juridique à évoluer. L'équilibre des pouvoirs entre cabinets d'avocats et directions juridiques se transforme également. Selon l'enquête, 54 % des répondants anticipent que les cabinets tireront parti des gains d'efficacité pour servir un plus grand nombre de clients ou proposer des tarifs plus compétitifs.

Les directions juridiques ne sont cependant pas désavantagées. En effet, 46 % des professionnels du droit s'attendent à ce que les équipes internes gagnent en influence et réduisent leur dépendance vis à vis des cabinets externes, tandis que 41 % estiment que l'accès à des outils sophistiqués contribuera à rapprocher les capacités des cabinets d'avocats et des directions juridiques.

Alors que les départements informatiques continuent de jouer un rôle moteur dans la transformation, les organisations juridiques doivent cultiver une culture d'apprentissage continu et d'adaptabilité. Trouver le juste équilibre entre l'adoption technologique, le développement des talents et la culture organisationnelle sera déterminant pour assurer un succès durable.

Importance de l'expertise technologique chez les professionnels du droit.



Parole d'expert

« Les talents les plus précieux aujourd'hui sont ceux qui combinent une expertise juridique et des compétences technologiques... Les organisations peuvent créer en interne des clubs ou groupes d'étude dédiés à la Legaltech, en confiant leur animation aux jeunes professionnels les plus engagés, tout en leur apportant un soutien institutionnel. »

WEI Xin

Fondateur et associé gérant de RICC & Co.

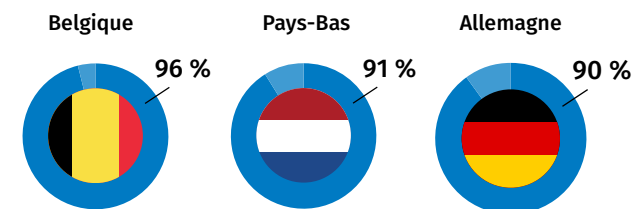


En résumé

L'expertise technologique façonne désormais les stratégies de gestion des talents et la culture organisationnelle dans le secteur juridique. Les organisations qui mettent l'accent sur les compétences techniques, l'apprentissage continu et des valeurs fortes sont les mieux positionnées pour prospérer. Agilité, innovation et croissance caractérisent les équipes véritablement prêtes pour l'avenir, permettant aux professionnels du droit de s'adapter et de créer de la valeur dans un environnement juridique en constante évolution.

Focus par pays

Pays où les répondants estiment que l'IA a eu un impact sur leurs pratiques quotidiennes et leur stratégie de recrutement



Sécurité de l'information : Préserver la confiance



Principales observations

- La sécurité de l'information demeure un défi constant, nécessitant une vigilance accrue et une gestion proactive des risques face à des menaces en perpétuelle évolution.
- La mise en place d'un cadre de sécurité résilient repose sur des investissements continus en technologies, sur la formation des collaborateurs et sur la collaboration avec des experts spécialisés.
- Les organisations juridiques qui accordent la priorité à la confidentialité des clients et au respect des exigences réglementaires renforcent la confiance et protègent durablement leur réputation.

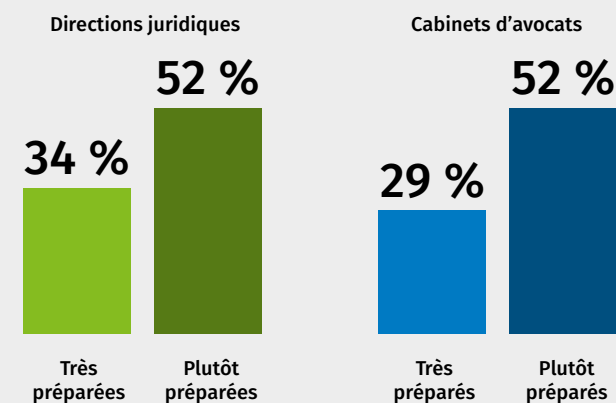
La sécurité de l'information est passée d'une préoccupation opérationnelle à un risque omniprésent dans le secteur juridique.

L'essor du travail à distance, du stockage des données dans le cloud et de l'adoption de l'IA a élargi les surfaces de vulnérabilité des organisations juridiques, tandis que les exigences de conformité sont devenues toujours plus complexes et contraignantes.

Selon l'enquête, 46 % des professionnels du droit citent la conformité aux réglementations sur la protection des données et la protection des informations sensibles contre les cybermenaces comme leurs principales préoccupations, tandis que 43 % mettent en avant la nécessité de garantir la confidentialité des clients.

La gestion des défis croissants en matière de sécurité de l'information est également perçue comme l'une des tendances les plus impactantes pour les trois prochaines années : 80 % des répondants anticipent un impact significatif ou modéré. Pourtant, seules 31 % des organisations déclarent se sentir « très préparées » pour relever ces défis, ce qui souligne la nécessité de renforcer les stratégies de sécurité.

Degré de préparation des organisations juridiques face à l'augmentation des enjeux de sécurité de l'information



Le développement du travail à distance a accru l'exposition aux cybermenaces, 37 % des répondants identifiant la sécurité du travail à distance comme un défi majeur. Le recours au stockage dans le cloud introduit de nouveaux risques, tandis que l'adoption de l'IA ajoute un niveau de complexité supplémentaire : 39 % des professionnels du droit signalent des préoccupations éthiques liées à l'IA et à la confidentialité des données, et 36 % rencontrent des difficultés pour intégrer l'IA aux systèmes existants.

Face à ces enjeux, les organisations réagissent en recrutant des profils dotés de compétences technologiques et en donnant la priorité à la formation des collaborateurs aux bonnes pratiques de sécurité de l'information. D'après l'enquête, 55 % des cabinets d'avocats et des directions juridiques utilisent l'authentification multifactorielle, 50 % ont recours à des outils de communication chiffrée et 49 % réalisent des audits de sécurité réguliers afin de protéger les informations des clients.

Par ailleurs, 42 % des organisations restreignent, par des politiques internes, l'accès à distance ou l'utilisation de services basés sur le cloud, et 55 % collaborent avec des experts externes en informatique et en cybersécurité afin de rester à jour vis à vis des exigences réglementaires.

La formation continue constitue également une priorité. Ainsi, 58 % des répondants expriment un besoin accru de formation en cybersécurité, 54 % valorisent la collaboration avec des experts IT et cybersécurité, et 51 % recherchent des outils et des ressources avancés en matière de sécurité informatique. La formation régulière des équipes, la collaboration interdisciplinaire et l'investissement technologique sont désormais des leviers essentiels pour atténuer les risques et maintenir la confiance.

À mesure que la sécurité de l'information gagne en complexité, les organisations juridiques doivent demeurer vigilantes et proactives. Investir dans la technologie, la formation continue et la collaboration transversale sera déterminant pour préserver la confiance des clients et répondre aux attentes des régulateurs. La capacité à anticiper et à répondre aux menaces émergentes définira la résilience des équipes juridiques véritablement prêtes pour l'avenir.

Se tenir à jour des réglementations et des bonnes pratiques en matière de sécurité de l'information

	Directions juridiques	Cabinets d'avocats
1. Collaboration avec des professionnels informatiques externes et des experts en cybersécurité	58 %	54 %
2. Participation à des formations et webinaires	48 %	51 %
3. Recrutement de spécialistes internes en cybersécurité	50 %	44 %
4. Abonnement à des lettres d'information et à des newsletters sectorielles	42 %	41 %

Parole d'expert

« Les cabinets d'avocats doivent prendre conscience qu'il n'existe pratiquement plus d'avocat qui n'utilise pas l'IA. S'ils ne disposent pas d'outils sécurisés, ils auront recours à une "IA fantôme", avec des situations dangereuses sur le plan éthique et réputationnel. »

Tomasz Zalewski
Associé, Zalewski Legal

En résumé

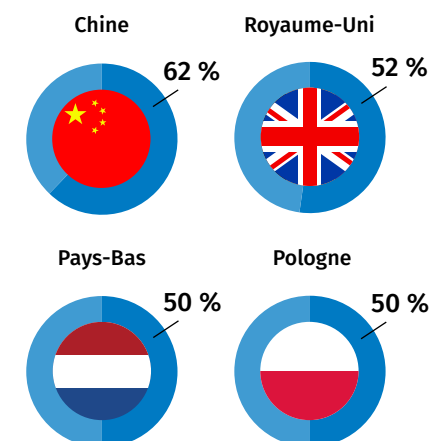
La sécurité et la conformité ne sont plus optionnelles ; elles nécessitent des investissements continus en technologies, en formation et en collaboration avec des experts IT. Les organisations juridiques qui privilégient des cadres de sécurité robustes, développent une culture d'apprentissage continu et abordent proactivement les risques émergents seront les mieux positionnées pour maintenir la confiance des clients et la crédibilité réglementaire.

Dans un contexte où les menaces numériques évoluent constamment, l'équipe juridique orientée vers l'avenir se distingue par sa vigilance, sa capacité d'adaptation et son engagement à garantir l'intégrité de sa pratique.



Focus par pays

Pays dans lesquels les répondants considèrent le respect des réglementations sur la confidentialité des données comme le principal défi en matière de sécurité de l'information



Conclusion

La question de savoir si les professionnels du droit sont véritablement « prêts pour l'avenir » demeure aussi pertinente et déterminante que jamais.

L'Enquête Avocats et Juristes face au futur 2026 met en lumière un secteur en mouvement, dans lequel les professionnels du droit adoptent l'innovation technologique et s'adaptent à l'évolution des modèles économiques et des cadres réglementaires. L'IA est mobilisée comme un levier d'efficacité et de croissance, mais des défis subsistent en matière d'éthique, de sécurité et de gestion des talents.

La résilience et la capacité d'adaptation des organisations juridiques ressortent clairement, celles qui investissent dans l'apprentissage continu et dans des cadres de conformité solides étant les mieux armées pour réussir. Être prêt pour l'avenir est un processus continu, qui exige vigilance et ouverture au changement.

L'enquête 2026 fournit des orientations précieuses aux équipes juridiques qui souhaitent montrer la voie. En cultivant une culture de l'innovation, en donnant la priorité à une pratique éthique et en valorisant les talents, les organisations peuvent aborder les transformations avec confiance et saisir les opportunités à venir.

L'avenir appartient à celles et ceux qui sont prêts à s'adapter, à évoluer et à façonner le prochain chapitre de la profession juridique.

Paroles d'experts

Des leaders d'opinion du secteur, issus d'Europe, de Chine et des États Unis, partagent leurs analyses sur l'IA, les nouveaux modèles économiques, la culture organisationnelle et la sécurité, illustrant la manière dont ces forces transforment l'orientation future et la résilience du secteur juridique.

Q *Alors que plus de 90 % des professionnels du droit utilisent désormais au moins un outil d'IA et que près de la moitié déclarent une augmentation de leurs revenus, où anticipez-vous que l'IA aura l'impact le plus important sur le modèle économique des services juridiques au cours des cinq prochaines années ?*

Joy Heath Rush : J'ai récemment assisté à une conférence au cours de laquelle un panel de Directeurs Juridiques débattait de l'impact de l'IA sur le travail confié aux cabinets externes. Certains souhaitent clairement une baisse de leurs honoraires. D'autres, en revanche, sont prêts à payer autant - voire davantage - en échange de résultats plus rapides et de meilleure qualité. Si les clients acceptent déjà parfois de verser des "primes de performance", l'IA pourrait rendre cette pratique plus courante, en permettant d'obtenir des réponses plus rapides et en donnant aux clients davantage de temps pour planifier et ajuster leur stratégie.

Licia Garotti : Au cours des cinq prochaines années, l'IA est susceptible de transformer en profondeur la prestation des services juridiques et la manière dont la valeur est mesurée. Cela ne doit pas être perçu comme un « dommage irréversible » pour la profession, mais plutôt comme un levier de création d'opportunités stimulantes. Plutôt que de remplacer les juristes, les outils d'IA qui démontrent des gains de productivité significatifs - notamment en matière de revue documentaire - permettent aux avocats et juristes de passer du travail routinier à un conseil stratégique à forte valeur ajoutée : une « inversion du 80/20 », dans laquelle les professionnels du droit consacrent 80 % de leur temps à l'analyse plutôt qu'à la collecte d'informations, à condition qu'une supervision humaine soit toujours assurée, sans exception.

Cette évolution privilégie la qualité à la quantité et permet aux cabinets de fournir de meilleurs résultats à leurs clients tout en maintenant des modèles économiques durables. La profession juridique devrait devenir de plus en plus pluridisciplinaire, intégrant des Data Scientists et des spécialistes de l'IA aux côtés des professionnels traditionnels, enrichissant ainsi les capacités

des cabinets et créant de nouveaux parcours de carrière. L'avantage concurrentiel proviendra très probablement de systèmes d'IA propriétaires ou hautement personnalisés, entraînés ou ajustés à partir de données granulaires et de compétences ciblées, plutôt que du simple nombre d'heures facturées. Avant tout, les clients attendent et accueillent favorablement cette transformation, percevant l'IA non comme un outil de réduction des coûts, mais comme un moyen de fournir des services juridiques plus rapides et de meilleure qualité, ce qui vient renforcer - et non menacer - la proposition de valeur fondamentale de la profession.

Q *À mesure que l'IA améliore la rapidité et l'efficacité des coûts, comment les attentes des clients évoluent-elles et comment les organisations juridiques doivent-elles réagir pour maintenir la confiance et leur avantage concurrentiel ?*

WEI Xin : Les efforts des cabinets pour projeter une image positive d'adoption des nouvelles technologies peuvent s'accompagner d'attentes plus exigeantes de la part des clients. Plus un cabinet met en avant l'utilisation étendue des outils d'IA, plus il peut inciter les clients à exiger une efficacité accrue, une réduction des heures facturables et une implication plus substantielle des associés seniors. Toutefois, les cabinets ne peuvent répondre à ces attentes en rejetant les nouvelles technologies ou en adoptant une posture conservatrice face à l'IA, car les clients considèrent déjà que le secteur juridique doit intégrer l'IA. Aujourd'hui, il est courant que les clients comparent les réponses fournies par des modèles généralistes à celles de leurs avocats. L'autorité de ces derniers est mise à l'épreuve, obligeant souvent à expliquer pourquoi certaines propositions issues de l'IA ne doivent pas être appliquées en pratique et en quoi la solution juridique retenue a déjà pleinement pris ces options en compte.

Face à l'élévation des attentes des clients, les cabinets doivent accepter et comprendre cette évolution. Ils doivent repenser leurs méthodes de travail et leurs modèles de prestation, accélérer leurs délais de réponse et veiller, dans le même temps, à ce que leurs écrits et leurs réponses soient plus « humains » et davantage personnalisés.

Les experts



Licia Garotti

Licia Garotti est associée au sein du cabinet PedersoliGattai, où elle dirige le département Droit des technologies et Propriété intellectuelle et co dirige le groupe Fintech. Elle conseille sur des questions technologiques et de propriété intellectuelle, avec une expertise particulière en IA, cybersécurité, blockchain et web 3.0. Conférencière régulière et auteure publiée, elle est co auteure de l'ouvrage « Responsible AI : A Global Policy Framework ». Classée parmi les 50 femmes les plus inspirantes du droit en Italie, elle est également engagée dans des projets ESG et d'innovation sociale.



Dyane O'Leary

La professeure Dyane O'Leary enseigne la rédaction juridique et dirige le Legal Innovation & Technology (LIT) Center ainsi que le LIT Concentration de Suffolk Law, reconnu comme le programme de Legaltech de référence aux États-Unis. Auteure de « Legal Innovation & Technology: A Practical Skills Guide for the Modern Lawyer (West Academic, 2022) », ses travaux portent sur la compétence technologique dans la pratique juridique, l'IA générative, les outils de recherche juridique, l'automatisation documentaire et la cybersécurité.



Joy Heath Rush

Joy Heath Rush est Directrice Générale de l'International Legal Technology Association (ILTA), une organisation dédiée à la formation et au networking de près de 25 000 professionnels et technologues du droit dans le monde. Elle supervise les opérations de l'ILTA, le réseau mondial de dirigeants bénévoles et une équipe professionnelle de plus de 35 collaborateurs.

Paroles d'experts

Q *À quelle vitesse pensez-vous que des modèles économiques traditionnels tels que la facturation à l'heure évolueront sous l'effet de l'innovation portée par l'IA ?*

Tomasz Zalewski : Je ne pense pas que les tarifs horaires constituent le principal enjeu lié à l'IA. Les taux horaires resteront un indicateur interne de l'efficacité des avocats, mais les méthodes de facturation devraient continuer à évoluer vers des budgets forfaitaires. L'IA permet en effet de prévoir avec beaucoup plus de précision le coût réel d'une mission, à partir des données et de l'expérience internes.

L'IA offre aux cabinets les outils nécessaires pour mieux estimer la charge de travail, analyser les projets passés et fixer les honoraires avec davantage de précision. Cela conduit naturellement à une plus grande confiance dans la proposition de budgets fixes et de modèles de facturation alternatifs, plus prévisibles pour les clients et souvent plus rentables pour les cabinets.

Q *Alors que plus de la moitié des répondants anticipent le transfert vers les ALSP de tâches telles que la recherche juridique, l'automatisation documentaire et la rédaction de contrats, comment les organisations « traditionnelles » devraient-elles se positionner pour rester compétitives ?*

Licia Garotti : Il ne s'agit pas d'une question simple. La profession juridique est composée d'un ensemble très hétérogène de juristes et de cabinets, dont les compétences, les âges et les ressources ne sont pas nécessairement alignés. À mesure que les ALSP s'approprient le travail routinier - recherche, automatisation documentaire, rédaction de contrats - les organisations traditionnelles sont confrontées à un choix clair : évoluer ou devenir obsolètes. Peut-être pas immédiatement, ni partout au même moment, mais ce défi ne peut plus être repoussé très longtemps.

La disruption doit être pleinement assumée. Le déploiement de l'IA générative pour réduire les coûts et accroître fortement l'efficacité des tâches répétitives constitue une réponse clé, combinée à des partenariats avec les ALSP afin de proposer des modèles de prestation flexibles et économiquement attractifs, désormais attendus par les clients. Il ne s'agit pas uniquement de concurrence, mais aussi d'une opportunité de diversification vers le conseil, les services managés et les outils opérationnels recherchés par les directions juridiques. Dans le même temps, les cabinets doivent renforcer ce que les ALSP ne peuvent pas reproduire : le conseil stratégique sur des enjeux complexes et sensibles, ainsi que l'expertise spécialisée qui rend les avocats indispensables lorsque les enjeux sont élevés.

Q *Les compétences juridiques traditionnelles restent d'une importance vitale. Comment les cabinets d'avocats et les départements juridiques peuvent-ils trouver un équilibre entre la valorisation de ces compétences et le développement des capacités techniques dont leurs collaborateurs ont besoin pour gérer des processus pilotés par l'IA ?*

Professeure Frauke Rostalski : À mesure que l'IA prend en charge les tâches juridiques les plus simples, réduisant ainsi le nombre de postes juniors, les organisations doivent veiller à ce que les compétences juridiques traditionnelles ne disparaissent pas. La supervision humaine demeure essentielle : les résultats produits par l'IA doivent être évalués à l'aide d'un raisonnement juridique rigoureux et d'un jugement éthique exercés par un humain intégré au processus, ou du moins étroitement impliqué.

Pour préserver cet équilibre, les organisations doivent intégrer l'apprentissage de l'IA à un stade précoce dans les formations juridiques, tout en maintenant des parcours permettant le développement des compétences analytiques et interprétatives fondamentales nécessaires à l'exercice du droit.

Si tous les juristes juniors sont remplacés par l'IA, il existe un risque d'appauvrissement du vivier futur d'experts (seniors) indispensables à la supervision humaine des processus. Cela pourrait fragiliser à la fois les normes professionnelles et la confiance dans le travail juridique assisté par l'IA.

Q *Quels indicateurs ou critères les cabinets d'avocats et les directions juridiques devraient-ils utiliser pour évaluer les progrès significatifs dans l'adoption de l'IA ?*

Tomasz Zalewski : Je ne pense pas que les progrès dans la mise en œuvre de l'IA doivent être mesurés en tant que tels. Ce qui compte, ce ne sont pas les progrès de l'IA en soi, mais les résultats - et ceux-ci ne peuvent être obtenus sans IA.

Les cabinets devraient se concentrer sur la mesure des résultats réels pour l'activité : qualité du service, satisfaction des clients, capacité à prendre en charge des dossiers plus complexes, efficacité dans la gestion des risques juridiques et, bien entendu, rentabilité. Ce sont là les véritables indicateurs de succès.

Mesurer le nombre de personnes utilisant l'IA ou le nombre d'outils d'IA déployés relève de métriques de vanité qui ne disent rien de la valeur réelle. Ce qui importe, c'est de savoir si le cabinet sert mieux ses clients, si les avocats sont plus efficaces dans leur travail de fond et si l'organisation est plus compétitive sur le marché.

Q *Quelles innovations de workflow basées sur l'IA devraient être prioritaires pour améliorer la prestation de services et la satisfaction des clients ?*

Joy Heath Rush : Cette question devrait également inclure la satisfaction des professionnels du droit. L'IA agentique, par exemple, a le potentiel d'automatiser de nombreuses tâches que les avocats et juristes n'aiment pas effectuer.

Le principal défi consiste à mesurer l'évolution de la satisfaction des clients. Autrement dit, à quoi ressemble réellement un résultat satisfaisant ?

La plus grande innovation - et il s'agit certes d'une généralisation - réside dans le fait que les professionnels du droit pourront accomplir la partie la plus fastidieuse de leur travail plus rapidement et avec davantage de précision. Ils pourront alors se consacrer pleinement à l'exercice du droit.

Q *Alors que les préoccupations éthiques et la confidentialité des données demeurent des obstacles majeurs à une adoption plus large de l'IA, comment les dirigeants du secteur juridique peuvent-ils renforcer la confiance dans les solutions basées sur l'IA au sein de leurs organisations ?*

Professeure Frauke Rostalski : Les dirigeants peuvent renforcer la confiance dans l'IA en développant la culture de l'IA au sein de leurs organisations, afin que toutes les parties prenantes comprennent à la fois le potentiel et les limites des systèmes d'IA. Cela inclut non seulement une compréhension générale du fonctionnement de l'IA, mais également une connaissance approfondie et spécifique des capacités et des limites des systèmes d'IA effectivement utilisés. Pour garantir des évaluations fiables et comparables, les organisations devraient appliquer et diffuser la connaissance de métriques de performance standardisées axées sur la fiabilité, la transparence et la responsabilité. Une évaluation structurée et la capacité à interpréter correctement les résultats renforcent la confiance tout en répondant aux préoccupations susceptibles de freiner une adoption plus large.

Q *Quelles stratégies se sont révélées les plus efficaces pour développer la culture de l'IA au sein des équipes juridiques ?*

Professeure Dyane O'Leary : Avec une technologie à usage général aussi répandue que l'IA générative, la culture de l'IA doit, selon moi, commencer à un niveau personnel. Autrement dit, une personne ne la comprendra véritablement dans un contexte professionnel qu'après s'y être familiarisée dans un environnement informel et

Paroles d'experts

sans enjeu, sur des sujets qui lui sont familiers - cuisine, voyages, bricolage, par exemple. L'expérimentation personnelle constitue très souvent une véritable porte d'entrée vers une compréhension professionnelle précoce, ou du moins vers une meilleure sensibilisation et appréciation.

Q *Comment les cabinets d'avocats et les directions juridiques peuvent-ils limiter le risque que les collaborateurs utilisent des solutions d'IA non validées et non approuvées par l'organisation ?*

Tomasz Zalewski : Les cabinets doivent reconnaître qu'il n'existe pratiquement plus d'avocats qui n'utilisent pas l'IA. Sans outils sécurisés mis à disposition, l'« IA fantôme » se développera, avec des situations risquées sur les plans éthique et réputationnel. La seule solution efficace consiste à adopter une approche proactive : fournir aux avocats des outils d'IA sécurisés et approuvés, répondant réellement à leurs besoins. Les interdictions et restrictions ne fonctionnent pas ; les avocats trouveront de toute façon un moyen d'utiliser l'IA, mais de manière non maîtrisée et potentiellement dangereuse.

Il est essentiel de s'assurer que les outils fournis sont conformes au RGPD (c'est à dire assortis d'un accord de traitement des données), qu'ils proviennent de fournisseurs réputés dont les garanties en matière de sécurité et de confidentialité vont au delà de simples engagements formels, et qu'ils sont suffisamment performants et utiles pour éviter la recherche d'alternatives.

Parallèlement, une sensibilisation aux risques liés à l'utilisation d'outils non autorisés doit être mise en place, et une culture de responsabilité doit être encouragée afin que les avocats comprennent les conséquences de leurs choix technologiques.

Licia Garotti : La prolifération d'outils d'IA non autorisés (« IA fantôme ») menace la confidentialité des clients, la conformité réglementaire et les standards professionnels. Elle appelle une réponse globale intégrant politiques internes, technologie, culture de l'IA et culture organisationnelle. Les organisations juridiques devraient établir des politiques claires définissant les outils autorisés, les cas d'usage acceptables et l'obligation de vérification humaine, tout en interdisant explicitement l'utilisation de données clients ou personnelles dans des modèles publics sans garanties solides, telles que des accords de traitement des données, des engagements de non conservation et la conformité UE/EEE. Il est recommandé de proposer des catalogues d'IA validés via une infrastructure d'authentification unique, tout en déployant des

barrières techniques (courtiers de sécurité d'accès au cloud, filtrage DNS, systèmes de prévention des fuites de données) pour bloquer les applications non autorisées, soutenues par des dispositifs de journalisation et des contrôles d'accès par rôle.

Au-delà des mesures techniques, des investissements substantiels dans des programmes de culture de l'IA sont indispensables afin de permettre aux professionnels du droit d'identifier les hallucinations, les biais, les vulnérabilités liées aux prompts et les protocoles d'escalade. Une surveillance continue, des audits périodiques et des mécanismes d'application proportionnés doivent également être mis en place, parallèlement à une information appropriée des clients et à l'obtention de leur consentement lorsque l'IA a un impact significatif sur la représentation. Une gouvernance active, reposant sur des comités IA dédiés, des registres de risques et des processus de gestion du changement, permettra de maintenir l'alignement avec l'évolution des exigences réglementaires et des standards professionnels. Un cadre intégré adéquat peut ainsi transformer l'IA fantôme, d'un risque non maîtrisé, en une innovation contrôlée, préservant l'intégrité professionnelle.

Q *Les cabinets d'avocats et les directions juridiques doivent-ils repenser leurs stratégies de recrutement pour attirer des talents juridiques à forte compétence technologique ? Comment ?*

WEI Xin : Les talents les plus précieux aujourd'hui sont ceux qui combinent une expérience juridique et des compétences technologiques. Des réformes ciblées sont nécessaires tant en matière de recrutement que de développement des talents. Les organisations peuvent créer en interne des clubs ou groupes d'étude dédiés à la Legaltech, en confiant leur animation aux jeunes professionnels les plus engagés et en leur offrant un soutien institutionnel, notamment sous forme de financement, de formations et d'accès à des experts techniques externes. Cela permet d'identifier et de développer des profils hybrides associant expertise juridique et capacités technologiques.

Soutenir des clubs technologiques dans les facultés de droit et organiser des concours technologiques universitaires afin d'identifier des talents prometteurs constitue également une stratégie efficace.

Les experts



Frauke Rostalski

La professeure Frauke Rostalski est juriste et philosophe du droit. Depuis 2018, elle occupe la chaire de droit pénal, de procédure pénale, de philosophie du droit et de droit comparé à l'Université de Cologne et est membre du Conseil allemand d'éthique depuis 2020. Elle dirige plusieurs projets consacrés à l'IA et intervient régulièrement sur les enjeux de la digitalisation pour le droit et l'éthique.



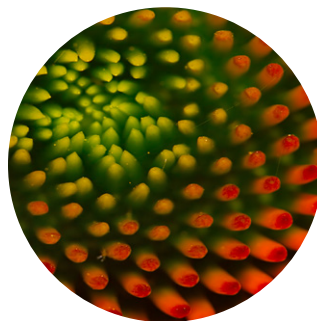
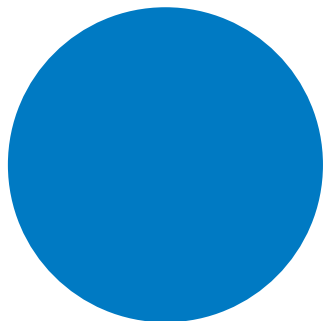
WEI Xin

WEI Xin est fondateur et associé gérant de RICC & Co. Il est également membre du Conseil de l'Ordre des avocats de Shanghai, où il exerce notamment les fonctions de Directeur des Comités Technologie de l'information, Legal Technology et Droit du sport. Il est en outre Vice-Président de l'Association de Legaltech de Shanghai.



Tomasz Zalewski

Tomasz Zalewski est avocat spécialisé en droit de la commande publique, des nouvelles technologies et de la propriété intellectuelle. Il est fondateur du cabinet Zalewski Legal et de la fondation LegalTech Polska, qui promeut l'innovation technologique dans les services juridiques et le partage des connaissances en Legaltech.



Wolters Kluwer Legal & Regulatory

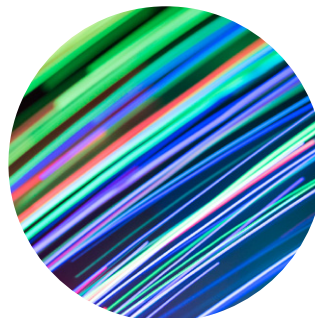
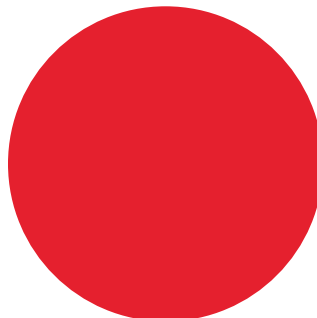
Wolters Kluwer Legal & Regulatory — une division de Wolters Kluwer — est un fournisseur de premier plan de solutions juridiques et de conformité permettant aux professionnels d'améliorer leur productivité et leurs performances, d'atténuer les risques et d'obtenir de meilleurs résultats.

Wolters Kluwer (WKL) est un leader mondial dans les domaines de l'information, des logiciels et des services destinés aux professionnels de la santé, de la fiscalité et de la comptabilité, de la conformité financière et d'entreprise, du droit et de la réglementation, ainsi que de la performance d'entreprise et des enjeux ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance).

Nous aidons nos clients à prendre chaque jour des décisions critiques en leur fournissant des solutions expertes qui allient une connaissance approfondie des métiers à des technologies et services spécialisés.

Wolters Kluwer a déclaré un chiffre d'affaires annuel de 6,1 milliards d'euros en 2025. Le groupe sert des clients dans plus de 180 pays, exerce ses activités dans plus de 40 pays et emploie environ 21 100 personnes dans le monde. Le siège social de l'entreprise se situe à Alphen aan den Rijn, aux Pays-Bas.

© 2026 Wolters Kluwer N.V. et/ou ses filiales. Tous droits réservés.



À propos de l'Enquête Avocats et Juristes face au futur 2026 de Wolters Kluwer

L'Enquête Avocats et Juristes face au futur 2026 de la division Legal & Regulatory de Wolters Kluwer repose sur des entretiens quantitatifs menés auprès de 810 avocats exerçant en cabinets d'avocats et en directions juridiques d'entreprise aux États-Unis, en Chine et dans neuf pays européens - Allemagne, Pays-Bas, Royaume-Uni, Belgique, France, Italie, Espagne, Pologne et Hongrie. L'objectif est d'analyser l'impact des attentes des clients, de la technologie et des tendances du marché sur l'avenir de la profession juridique, ainsi que le degré de préparation des organisations juridiques face à ces évolutions.

L'enquête a été réalisée en ligne pour le compte de Wolters Kluwer par un institut international de recherche entre le 8 et le 25 août 2025.

Méthodologie

Ce rapport présente les résultats de l'Enquête Avocats et Juristes face au futur 2026 de Wolters Kluwer et offre une analyse approfondie et actuelle des cabinets d'avocats et des directions juridiques d'entreprise, fondée sur les réponses de 810 professionnels du droit aux États-Unis, en Chine et dans neuf pays européens — Allemagne, Pays-Bas, Royaume-Uni, Belgique, France, Italie, Espagne, Pologne et Hongrie.

L'enquête examine les enjeux et tendances qui façonnent l'avenir du droit, à mesure que les organisations s'adaptent à un environnement de transformation digitale. Cette septième édition du rapport annuel intègre également des commentaires d'experts du secteur.

→ Contact presse : FRL@wolterskluwer.com



Wolters Kluwer